

Société par actions simplifiée IMMO CONCEPT
Monsieur José FERNADES DIAS
44 rue du Puech*
30310 VERGEZE

Dossier MD22040 **Compte** 003407
Référence 3EME PASSAGE PC 030 305 17C0039 SALINDRES
Affaire IMMO CONCEPT/COMMUNE DE SAL (VR)
N° Acte MD22040 9

Les droits et débours nous revenant sont les suivants :

Code	Date	Désignation	T.V.A	taux	Taxe Fisc.	Débours	H.T
acte	30/05/2018	PROCES-VERBAL DE CONSTAT	17.53	20.00			87.67
TOTAL H.T (€)							87.67
T.V.A (€)							17.53
- Acomptes versés*(€)							0.00
TOTAL NET A PAYER(€)							105.20

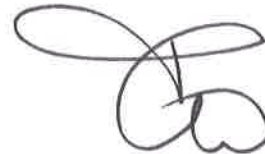
* Total des acomptes versés pour le compte du débiteur ou du créancier.

**Détail des droits et
débours nous revenant
sur cet acte**

Art A. 444-48 Transp.	7.67
Hono Libre L444-1	80.00
<hr/>	
Hors Taxes	87.67
T.V.A. à 20.00%	17.53
<hr/>	
Total T.T.C. Euros	105.20

Que je vous remercie de me régler par tout moyen à votre convenance.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.



Echéance : immédiate à réception de la facture

Loi 92/442 du 31 Décembre 1992 : la présente facture est payable comptant.

Toute somme non payée dans les 30 jours est susceptible de porter intérêt à un taux égal à une fois et demi le taux de l'intérêt légal.

Acceptant le règlement des sommes par chèque libellé à notre nom en qualité de membre d'un centre de gestion agréé par l'administration fiscale
ou par virement sur le compte :

IBAN FR70 4003 1000 0100 0032 6164 A85 BIC CDCGFRPPXXX Banque CDC 40031Guichet 00001Compte 0000326164A Clé 85

TVA INTRA : FR 60420130684

SIRET 420 130 684

Le débiteur professionnel des sommes dues à l'huissier de justice, qui ne seraient pas réglées à bonne date, est redevable de plein droit
d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € (art. D. 441-5 du Code du commerce).

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, l'huissier de justice peut demander
une indemnisation complémentaire, sur justification (art. L. 441-6 alinéa 12 du Code de commerce).



**PROCES VERBAL DE
CONSTAT D’AFFICHAGE**

LE TRENTE MAI DEUX MILLE DIX-HUIT

(Article 1^{er} de l'ordonnance N°45-2592 du 2 novembre 1945 modifié
Par l'Article 2 de la loi N° 2010-1609 du 22 décembre 2010 – extrait de l'alinéa 2)

« Les huissiers de justice peuvent, commis par justice ou à la requête de particuliers, effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter. Sauf en matière pénale où elles ont valeur de simples renseignements, ces constatations font foi jusqu'à preuve contraire. »



ORIGINAL

Etude : 36 Rue Emile JAMAIS 30 900 NIMES



: 04.66.67.46.56



: 04.66.36.13.38



: rms.associés@gmail.com

Lien site internet : <http://huissiersdejustice-nimes.fr>

L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT ET LE TRENTE MAI

A la demande de

La société IMMO CONCEPT SAS

Dont le siège social est situé 44 rue du Puech 30310 VERGEZE,
Poursuites et diligences de son représentant légal y domicilié ès qualité audit siège.

Élisant domicile en notre étude.

Qui m'expose par Monsieur DIAS José

Qu'un permis de construire portant le numéro PC 030 305 17C0039 a été accordé à la requérante en date du 23.02.2018 concernant un projet de construction de 10 logements accolés

Que les dispositions de l'Article R*424-15 du Code de l'Urbanisme Modifié par [Décret n°2013-891 du 3 octobre 2013 - art. 1](#) disposent que :

« Mention du permis explicite ou tacite ou de la déclaration préalable doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis tacite ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis et pendant toute la durée du chantier. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

Cet affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article [R. 600-1](#), de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.

En outre, dans les huit jours de la délivrance expresse ou tacite du permis ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, un extrait du permis ou de la déclaration est publié par voie d'affichage à la mairie pendant deux mois. Lorsqu'une dérogation ou une adaptation mineure est accordée, l'affichage en mairie porte sur l'intégralité de l'arrêté. L'exécution de la formalité d'affichage en mairie fait l'objet d'une mention au registre chronologique des actes de publication et de notification des arrêtés du maire prévu à l'article [R. 2122-7 du code général des collectivités territoriales](#).

Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme règle le contenu et les formes de l'affichage. »

Que les dispositions de l'Article R*600-1 Modifié par [Décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 - art. 12 JORF 6 janvier 2007 en vigueur le 1er octobre 2007](#) disposent que :

« En cas de déféré du préfet ou de recours contentieux à l'encontre d'un certificat d'urbanisme, d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable ou d'un permis de construire, d'aménager ou de démolir, le préfet ou l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant un certificat d'urbanisme, une décision de non-opposition à une

déclaration préalable ou un permis de construire, d'aménager ou de démolir. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déferé ou du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux. »

Que [les articles A 424-15 à A 424-19 du code de l'urbanisme](#) disposent que le permis de construire doit être affiché sur le terrain, sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 cm, de telles sortes que les renseignements qu'il contient demeurent lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier.

Que [conformément à l'article A 424-16 du code de l'urbanisme, modifié par arrêté du 30 mars 2017](#), ce panneau doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro et la date d'affichage en mairie du permis, la nature du projet et la superficie du terrain, ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté,

Il indique également en fonction de la nature du projet :

- Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;
- Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
- Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs.
- Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

Enfin, il doit comprendre la mention suivante :

" Droit de recours :

" Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. [R. 600-2](#) du code de l'urbanisme).

" Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. [R. 600-1](#) du code de l'urbanisme). "

Qu'il est donc important pour le bénéficiaire du permis de constituer une preuve de la date d'accomplissement de ces formalités pour faire courir le délai de recours des tiers contre ce permis de construire qui est de 2 mois conformément à l'article R 490-7 du Code de l'urbanisme.

Qu'il y a donc lieu d'établir un constat pour prouver l'existence et la persistance de l'affichage du permis accordé

Il vous appartiendra alors si vous l'estimez opportun de prendre des clichés photographiques.

Je suis en conséquence requis aux fins de procéder à toutes constatations utiles pour la sauvegarde de ses droits.

C' EST POURQUOI DEFERANT A LA REQUISITION QUI M'EST FAITE.

Je, soussigné **Maître Yann JARRICOT Huissier de Justice associé,**
Membre de la SELARL RMS & ASSOCIES
Titulaire d'un office dont le siège social est à Nîmes 36 rue Emile JAMAIS.

Certifie et atteste m'être rendu à l'instant le :

TRENTE MAI 2018

Sur la **commune de SALINDRES, rue de Provence**
Où là étant,

Il m'est donné de procéder aux constatations qui vont suivre.

CONSTATATIONS avec Photographies

3^{ème} passage

Je me présente à l'adresse et constate le long de la voie publique dénommée rue de Provence, un panneau d'affichage visible et accessible au public depuis la voie publique, conforme aux dimensions réglementaires, portant notamment les indications suivantes :

Nom du projet	TERRA KEMENNA
PC N°	030 305 17C0039
	Accordé à SAS IMMOCONCEPT LE 23 .02 . 2018
Affiché en mairie depuis le	23.02.2018
Consultable en mairie de	SALINDRES
Adresse	rue de Cambis 30340 SALINDRES
Nature du projet	construction d'un ensemble de 10 logements aidés accolés
Architecte du projet	Hervé ACQUAVIVA
Superficie du terrain	1387 M²
Superficie à démolir	/
Superficie de plancher autorisé	942 m²
Hauteur de la construction	7.52 m

DROIT DE RECOURS : Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période de continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (article R. 600 -2 du code de l'urbanisme) Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (article R. 600 – 1 du code de l'urbanisme).

Mes opérations terminées, je me suis retiré à l'effet de dresser le procès-verbal de constat.



Afin d'illustrer mes propos, j'annexe au présent constat divers
Clichés photographiques pris par mes soins sur les lieux avec
L'aide d'un appareil photo numérique de marque : PANASONIC LUMIX

REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



Immo concept

Immobilier Concept Occitanie

44 Rue A. Pons - 31000 Toulouse

Tel : 05 61 77 22 00 - Fax : 05 61 77 22 01

05 61 77 22 02 - 05 61 77 22 03

Éveiller l'âme des lieux



Nom du projet

Terra Kéména

Permis de construire n°

PC 030 305 17 C0039

Accordé à

SAS IMMO CONCEPT

le 23.02.2018

Affiché en mairie depuis le

23.02.2018

Consultable en mairie de

SALINDRES

Rue de Carbis

30360 SALINDRES

Nature du projet

construction d'un ensemble de 10 logements aidés
accessibles.

Architecte du projet

Hervé Acquaviva

Superficie du terrain

1387 m²

Superficie à démolir

/

Superficie de planches autorisées

942 m²

Hauteur de la construction

7.52 m

www.immo-concept-occitanie.fr

Telles sont les constatations que j'ai faites et dont du tout j'ai dressé et clos le présent Procès-verbal de Constat pour servir et valoir ce que de droit.

Cet acte, hors ses documents annexés, comporte 7 feuilles (ramenées à 4 feuilles en impression recto verso)

Yann JARRICOT
Huissier de Justice



Coût du Procès-verbal :

Émolument : 80.00.

Transport Article 18-1 : 7.67

T.V.A. à 20.00 % : ... 17.53

Total : 105.20 €

